



# FNADEPA

## 15<sup>e</sup> COLLOQUE POLITIQUES VIEILLESSE

### 26 JANVIER 2023

---

Jean-Pierre Riso, président

*(seul le prononcé fait foi)*

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Bienvenue à notre 15<sup>e</sup> colloque national consacré aux politiques vieillesse ! J'ai la grande joie d'ouvrir cette édition, la première après deux années de colloques organisés en virtuel à cause de la crise sanitaire. Je suis d'autant plus heureux que notre colloque se tient « à guichet fermé » selon la formule consacrée. Vous avez en effet répondu présent en grand nombre, preuve de votre fidélité. Alors, bien-sûr, tous n'ont pas n'ont pas été en mesure de venir jusqu'à Paris aujourd'hui mais chacun pourra profiter, même à distance, du riche programme de ce rendez-vous incontournable. Et pour les moments de convivialité, nous saurons nous rattraper dans les semaines qui viennent. En tout cas, que vous soyez ici ou devant vos écrans, je vous remercie très chaleureusement. Je remercie aussi tous nos intervenants ainsi que nos deux animatrices Valérie Lespez et Claire Béziau, journalistes à l'APM/Gerontonews, qui vont co-animer cette journée.

Pour commencer en douceur, permettez-moi de vous souhaiter une très belle année 2023. Que cette année nouvelle nous apporte de l'énergie pour relever les défis, de la détermination pour obtenir des moyens à la hauteur et de la passion pour continuer encore et toujours à améliorer ensemble la qualité de vie de nos aînés. Et soyons francs, nous allons en avoir besoin !

L'année qui vient de s'écouler n'a pas été, une fois de plus, un long fleuve tranquille pour notre secteur. Il me vient bien-sûr en tête le scandale Orpéa et ses conséquences : la méfiance des familles, la mauvaise presse, la vague de contrôles. Mais aussi, et en vrac, la gestion du Covid, les campagnes de vaccination, l'extension du Ségur de la santé, l'avenant 43 de la Convention Collective des services à domicile, l'absence de loi grand âge, la réforme de l'évaluation, le volet « Bien vieillir » du Conseil National de la Refondation. Et, par-dessus tout, la pénurie de ressources humaines et l'impact de l'inflation.

Chers collègues,

Je ne vais pas revenir sur tous ces faits. D'autant plus que j'en oublie sûrement. Mais je ne peux m'empêcher d'évoquer avec vous certains points majeurs.

D'abord la situation extrêmement complexe dans laquelle se débattent nos établissements et services. Le manque de personnel, qui n'est certes pas nouveau, mais qui atteint des sommets cette année partout dans nos structures, nous contraint trop souvent à réduire nos capacités d'accompagnement. Je ne sais pas vous mais j'enrage de voir que, parmi nos 1 400 adhérents, un quart des établissements doivent geler des entrées et qu'un tiers des services à domicile ne peuvent honorer pleinement les plans d'aide APA des bénéficiaires. On manque de soignants, d'accompagnants éducatifs et sociaux, de personnels administratifs, d'agents d'entretien ou de cuisiniers. Nos métiers ne sont toujours pas attractifs alors qu'ils sont pourtant tellement porteurs de sens.

Depuis le début de l'année 2022, s'est ajoutée une inflation galopante sur des budgets déjà fragilisés par l'insuffisance de financement du Ségur de la santé, de la prime Grand âge et de l'avenant 43 des services à domicile. Sans parler de la revalorisation du point ou de la prime mobilité dans la fonction publique tout aussi insuffisamment financées et qui grèvent encore un peu plus les budgets... En septembre dernier, 85 % d'entre vous prévoyaient un déficit à la fin de l'année. Combien auront terminé l'année « dans le rouge » ? Combien doivent revoir leurs projets d'investissements ? Combien risquent la cessation de paiement ?

Chaque semaine, à Paris ou dans nos FNADEPA locales, nous recevons des témoignages de directrices et de directeurs qui ne savent pas comment ils termineront le mois. Appel à l'ARS et au département, demande de soutien financier aux mairies, report de paiements des fournisseurs ou de l'URSSAF ; vous tentez tant bien que mal de résister face à cette inflation galopante en voyant vos trésoreries fondre comme neige au soleil.

Les pouvoirs publics ont-ils réellement pris la mesure des difficultés ?

Même si le bouclier tarifaire énergie est, pour nos établissements, une protection majeure que nous saluons, la situation reste très inquiétante. Vous le savez, le rapport Libault préconisait, en 2019, un financement progressif de 10 milliards d'euros pour adapter notre pays au vieillissement de sa population. 4 ans après, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2023 prévoit seulement 300 millions pour le Grand âge. Sur les 20 000 recrutements par an recommandés dans le rapport El Khomri, l'État annonce 3 000 postes... Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que nous sommes loin du compte et que l'année à venir sera encore extrêmement compliquée.

En plus de l'inflation et des difficultés financières évoquées, les taux d'évolution des tarifs hébergement et dépendance votés par les conseils départementaux sont, cette année encore, pour la plupart insuffisants, même s'ils sont souvent en hausse par rapport aux années précédentes. 1,5 % dans le Rhône, 1,76 % dans les Yvelines, 3,5 % dans les Côtes-d'Armor, 3,65 % en Loire-Atlantique. Alors que, dans le même temps, les établissements non habilités à l'aide sociale bénéficient, et c'est heureux, d'une revalorisation de leurs tarifs de 5,14%. Il y a là une grande iniquité qui frôle l'injustice. Et de légitimes interrogations sur des orientations aussi défavorables aux établissements et services publics et associatifs.

Avec des niveaux si faibles de revalorisation, et alors que l'inflation est à 5,2 % en 2022, combien de temps allons-nous pouvoir encore tenir ? Le soutien moral et les bonnes intentions des départements qui – je le redis – ont souvent fait un effort supplémentaire cette année, ne suffiront pas à équilibrer les budgets !

La FNADEPA appelle donc solennellement l'ensemble des conseils départementaux à voter des taux directeurs proches de l'inflation afin d'assurer la survie économique des établissements et services pour personnes âgées.

Mesdames et messieurs,

Malgré les difficultés que nous vivons, grâce à vous, le tableau n'est pas si noir. J'en veux pour preuve les centaines d'actions portées sur le terrain, l'engagement extraordinaire des professionnels, la détermination des directeurs... mais aussi à l'échelle de notre réseau, la création de deux nouvelles Fnadepa départementales, en Haute-Vienne et en Alsace. Nous avons également franchi la barre des 1 400 adhérents !

Et chacun garde en mémoire la magnifique photo des 18 000 membres de « la famille FNADEPA » réunis le 4 octobre dernier.

Vos valeurs nous guident et votre fidélité nous honore.

À la FNADEPA, nous sommes pragmatiques : on ne peut pas avancer sans bras et sans financement ! Cette double urgence, nous n'avons de cesse de la réclamer sur tous les tons auprès des pouvoirs publics et des élus de la République. Et vos Fnadepa, sur le terrain, en font autant. Vous le savez, nous ne lâchons rien ! J'y reviendrai tout à l'heure.

Mais avant je veux vous dire mon admiration. Voyez-vous, malgré cette situation extrêmement tendue, malgré la lassitude et la fatigue, de manière assez extraordinaire, vous tenez. Vos établissements et services vivent, les intérieurs sont bien chauffés, l'entretien réalisé, les soins prodigués, les animations assurées, le lien social développé, la prévention encouragée. Sans aucun doute beaucoup moins qu'on ne le voudrait et en mode dégradé, mais pour l'instant nous y arrivons encore ! Cette force-là, cette résilience de chaque jour qui est la vôtre et celle de vos équipes va même plus loin que de « tenir malgré tout ». Vous réalisez l'impossible : aller encore et toujours de l'avant.

Pour innover.

Pour améliorer. Améliorer la qualité de vie au travail – avec les contraintes intrinsèques d'un déficit de personnel. Améliorer la qualité de vie des personnes âgées. Améliorer l'offre d'accompagnement.

Ce dynamisme, cette volonté de mieux faire, j'en découvre les témoignages bien souvent par hasard, au cours d'une conversation. On en trouve la trace sur les réseaux sociaux, dans la presse locale... Mais encore trop timidement hélas au regard de la force des actions accomplies.

Il m'est bien évidemment impossible de les lister toutes ici. Mais je ne résiste pas au plaisir de vous en faire partager quelques-unes.

Il me vient ainsi en tête ce baptême d'hélicoptère offert à des résidents d'Ehpad du Tarn, avec le directeur lui-même aux commandes de l'hélico. Ou ce graffeur qui a initié des personnes âgées au street-art en Loire-Atlantique. Mais aussi une exposition photo - « Vieux et beaux » - dans l'Hérault ou une initiation aux arts du cirque dans une résidence autonomie du Var. Je pense aussi à la participation de résidents au recrutement des équipes ou au réaménagement de leur établissement. Sans parler de vos engagements dans des projets structurants comme les centres de ressources territoriaux, les tiers-lieux, les dispositifs d'appui à la coordination et demain les services autonomie.

Des actions comme celles-ci, il y en a pléthore dans le réseau, c'est la vie en mouvement ! L'avenir de notre secteur se construit d'abord sur le terrain grâce à vos initiatives, vos expérimentations, votre inventivité. Soyez-en conscients et fiers d'y parvenir malgré les contraintes et les difficultés actuelles !

Mes chers amis,

Cette vitalité qui foisonne au sein de notre réseau nourrit et renforce notre action. Vous connaissez la FNADEPA. Je vous l'ai dit : nous ne lâchons et ne lâcherons rien ! Bien au contraire, notre volonté d'améliorer collectivement l'accompagnement de nos aînés n'est que plus ardente d'année en année. Cette persévérance – certains peuvent la qualifier d'obstination – nous la puisons dans nos valeurs et nos convictions. Oui, vieillir est une chance. Oui, la force de notre modèle d'accompagnement réside dans sa pluralité et la diversité de ses opérateurs. Oui, nous devons d'urgence adapter notre pays au vieillissement de sa population. Oui, nous devons encore plus urgemment obtenir des solutions aux difficultés actuelles. Oui, les vieux méritent mieux que les réponses que nous pouvons leur apporter aujourd'hui. Les diagnostics sont connus. Les besoins présents et futurs sont connus. Les solutions sont connues. L'heure est à l'action !

Pour contribuer à cette réforme prioritaire, nous avons publié, en 2021, 25 propositions pour améliorer durablement l'accompagnement du Grand âge, notre première plateforme politique.

Toujours avec vous, nous l'avons complétée à l'automne dernier avec « 10 mesures prioritaires » à déployer d'urgence. Je n'en citerai que trois aujourd'hui.

1. Lancer un plan Marshall des métiers du Grand âge visant le recrutement massif de 100 000 professionnels en 5 ans.
2. Revaloriser d'au moins 5 % les tarifs fixés par l'ensemble des Conseils départementaux pour faire face à l'inflation.
3. Obtenir une loi de programmation pluriannuelle ambitieuse dotée de 10 milliards d'euros de financements. Car, même si, ici ou là, certains doutent encore, un vecteur législatif est indispensable pour une transformation pérenne de notre modèle d'accompagnement. Cette loi devra aussi poser les bases d'une gouvernance renouvelée et d'un service public territorial de l'autonomie optimisé. Elle devra enfin garantir un accompagnement de qualité à tous nos concitoyens âgés dans un chez soi clé de voute d'une approche domiciliaire pleinement citoyenne.

Mesdames et messieurs,  
Chers collègues,

Vous avez pu le constater. Cette année, nous n'avons pas intégré au programme de notre colloque d'interventions sur ce que pourrait comprendre la loi Grand âge. Une première depuis 4 ans ! Ce n'est pas que nous n'y croyons plus, vous l'avez bien compris. Nous avons juste déjà tout dit sur nos attentes et nos besoins et je viens de les rappeler brièvement. Aux politiques, aux décideurs de les mettre en place. À nous de le leur faire entendre, non seulement en tant que professionnels du secteur, mais aussi en tant que citoyens, enfants ou petits-enfants de proches âgés, parents de futurs âgés, futurs ou déjà âgés nous-mêmes. Nous avons pu le constater : les appels pourtant alarmants et répétés des organisations du secteur sur la dégradation de l'accompagnement du grand âge ne suffisent pas. Il faut que la société toute entière se mobilise !

Ce message, nous allons le répéter encore et encore tout au long de l'année. Collectivement. Vous l'avez fait le 4 octobre dernier, dans le cadre de notre mobilisation nationale. Plus de 18 000 personnes âgées, familles, bénévoles, élus et professionnels étaient réunis dans les établissements et services pour clamer « Les vieux méritent mieux ! », une première pour la FNADEPA. Merci encore pour votre engagement ! Je vous invite instamment à continuer de sensibiliser tous les acteurs de vos établissements et services. Et militez-aussi autour de vous, auprès de vos amis et de vos connaissances.

Peut-être sommes-nous restés trop longtemps *sotto voce* !

Sur le terrain politique aussi, nous allons continuer de nous battre avec ardeur, dans la droite ligne des actions réalisées en 2022, en utilisant tous les leviers à notre disposition. Ces derniers s'additionnent d'ailleurs d'année en année, fruit d'un travail patient et constant.

D'abord au sein du Haut conseil de l'Âge et du Conseil de la CNSA, dont nous sommes des membres actifs. La construction de la 5<sup>e</sup> branche, dont la Caisse est gestionnaire, ouvre des perspectives en direction d'une gouvernance modernisée du secteur et d'une centralisation des financements des politiques de l'autonomie que nous défendons ardemment.

Nous avons également été reçus à la Cour des comptes en mars dernier, par une quinzaine de présidents de chambres et de conseillers maîtres. Nous pouvons nous féliciter à cet égard des rapports rendus par la Cour des comptes l'année dernière qui, fait rare pour cette instance, a même recommandé d'augmenter significativement les moyens financiers et humains du Grand âge, en préalable de toute réforme. Ses avis, s'ils n'ont pas de valeur contraignante, représentent un poids d'importance dans la conduite des politiques publiques sur lequel nous entendons bien capitaliser. Notamment auprès du Gouvernement, au premier rang duquel le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, qui nous a longuement reçus en août dernier ainsi que du ministre de la Santé dont nous avons rencontré les conseillères cet automne. Mais aussi, il y a quelques jours, auprès du conseiller technique « protection sociale » de la Première ministre.

Enfin, nous allons intensifier encore davantage notre action auprès des parlementaires. Depuis quelques petites années déjà, nous avons noué des relations constructives avec plusieurs d'entre eux. Nous les avons rencontrés fréquemment en 2022, à leur demande ou sur notre sollicitation, et nous entendons bien continuer sur cette lancée. Nous avons aussi élargi nos contacts à la faveur des dernières élections législatives.

A tous ces élus de la République, députés et sénateurs, nous avons proposé des amendements aux divers projets et propositions de loi récents et des questions au gouvernement qu'ils ont relayé. Cette dynamique républicaine nous réjouit car nous notons une volonté évidente de faire bouger les lignes. La récente proposition de loi pour « bâtir une société du bien vieillir », déposée par la majorité, en témoigne. Voir en effet une PPL sur le Grand âge portée par la majorité est un pas en soi. Sans doute trop timide en l'état, nous péserons de tout notre poids pour que ce texte soit significativement enrichi lors des travaux parlementaires. Il s'agit là d'une marche d'appel vers la grande loi que nous attendons du Gouvernement, incluant notamment – je le répète - la fixation de ratios de personnel obligatoires, la simplification de la gouvernance, un financement pérenne et à la hauteur, l'exercice de la citoyenneté et la lutte contre les discriminations liées à l'âge.

Mesdames et messieurs,  
Chers amis,

Cette journée est aussi l'occasion pour la FNADEPA de fêter les 15 ans de son Colloque national Politiques Vieillesse. Je suis particulièrement fier du chemin parcouru ensemble durant toutes ces années.

En 1998, lors de la première édition, les débats avaient porté sur les relations avec les autorités de tarification, la maîtrise des dépenses publiques, les nouvelles formes de coopération, le 5<sup>e</sup> risque de protection sociale et la réforme de la gouvernance. Ces sujets sont toujours d'actualité. Sous un autre angle sûrement, avec d'autres bases, mais avec la même volonté réformatrice au service des personnes âgées et des professionnels qui les accompagnent. Ce feu sacré nourrit la FNADEPA depuis bientôt 40 ans. Ce n'est certainement pas demain qu'il va s'éteindre, attisé par les flammes de notre mobilisation collective pour nos aînés.

Je vous remercie de votre attention et cède la parole à Valérie Lespez qui va animer cette matinée.

**Jean-Pierre RISO**  
Président de la FNADEPA